L'irakisation de l'Afrique ?

AFRICOM du point de vue sud-africain

Abel Esterhuyse

Introduction

Le gouvernement Sud-Africain a exprimé publiquement son opposition à la création d'un Commandement africain américain (AFRICOM).[1] En outre, l'Afrique du Sud présente sa position sur AFRICOM comme représentant du pays tout entier, mais particulièrement pour le compte d'un groupe de pays africains – la Communauté de développement d'Afrique australe – qui est opposée aux plans des États-Unis dans ce domaine. [2] Cela ne représente pas un changement radical dans la politique générale du Congrès national africain (ANC) envers les États-Unis lors de ces dix dernières années ou plus. Bien que ce ne soit pas le moment d'examiner en profondeur la politique de l'Afrique du Sud envers les États-Unis en général, il est important de poser des questions critiques sur la légitimité de la position du gouvernement sud-africain – et de celle d'autres pays africains – envers AFRICOM. Cette discussion a pour but d'examiner certaines des considérations qui étayent ce scepticisme sur les motivations des États-Unis envers l'Afrique.

Du point de vue des opérations militaires, l'Afrique présente un problème géographique, particulièrement pour des forces armées à l'esprit conventionnel qui ont eu un succès limité dans les petites guerres. Autrefois, les communautés militaires et politiques américaines pensaient Afrique subsaharienne quand elles parlaient de « l'Afrique ». L'Afrique du Nord (Algérie, Egypte, Lybie, Maroc et Tunisie) était considérée comme faisant partie du Moyen-Orient et de l'Europe plutôt que comme faisant partie de l'Afrique. Les groupes américains concernés par l'Afrique tendent à se concentrer sur le sud du Sahara plutôt que sur l'Afrique du Nord. Cette division existe même dans l'esprit de la plupart des Américains.

De nombreux Américains se considèrent comme « Afro-Américains » comme si les Euro-Africains ou les Arabes-Africains n'existaient pas et comme si les liens des Afro-Américains avec le continent africain étaient plus étroits que ceux de leurs concitoyens. La division entre l'Afrique du Nord et subsaharienne a créé certains problèmes pour les forces armées américaines ces dernières années, particulièrement dans des pays comme le Tchad et le Soudan, déchirés par la guerre, qui chevauchent la division régionale.[3] Dans le contexte de cette réalité, il devient de plus en plus difficile aux forces armées américaines de traiter avec l'Afrique dans sa totalité. La division entre Afrique du Nord et subsaharienne est appropriée au sens géographique, dans la mesure où un désert est un obstacle encore plus grand que même un océan. Dans

---

Le Dr. Abel Esterhuyse est maître de conférences à l'École pour l'étude de la sécurité et de l'Afrique, Faculté des sciences militaires (Académie militaire sud-africaine), Université Stellenbosch. Il a obtenu un master en études de sécurité de l'Université de Pretoria et un doctorat de l'Université Stellenbosch. En tant que lieutenant colonel dans l'armée sud-africaine, il a été posté comme officier du deuxième bureau au 61e Groupe bataillon mécanisé et à la Force de déploiement rapide de l'armée sud-africaine. Il a aussi été un instructeur au Centre d'entraînement au combat de l'armée sud-africaine et à l'Ecole des renseignements.

bien des cas, la Méditerranée est un obstacle plus facile à franchir que le Sahara.

L'Afrique n'apparut pas dans la structure de commandement des forces armées américaines avant 1952, quand plusieurs pays d'Afrique du Nord furent ajoutés au Commandement européen des États-Unis du fait de leurs relations historiques avec l'Europe. Le reste de l'Afrique ne fut pas inclus dans une structure de commandement américaine avant 1960, quand l'inquiétude causée aux États-Unis par l'influence croissante de l'Union soviétique en Afrique amena l'inclusion de l'Afrique subsaharienne dans le Commandement atlantique. En 1962, l'Afrique subsaharienne a été confiée au *Strike Command*. Quand *Strike Command* fut transformé en *Readiness Command* en 1971, sa responsabilité pour l'Afrique fut résolue. En 1983, les priorités de la guerre froide ont amené l'administration Reagan à diviser la responsabilité de l'Afrique entre trois commandements géographiques, – Commandement européen, Commandement central et Commandement pacifique.[4] Le 6 février 2007, le président américain a annoncé la formation d'un Commandement africain américain faisant partie du Plan de Commandement unifié.[5] AFRICOM doit être établi avant le 30 septembre 2008. Une capacité opérationnelle initiale aurait été établie à Stuttgart, Allemagne, avant août 2007, bien avant la date officielle de mise en route. Bien entendu, ce que « la capacité opérationnelle » réelle va entraîner dépendra de la progression de l'établissement du Commandement avant cette date.

Est-ce quelque chose de mutuellement avantageux ?

Il existe plusieurs façons de considérer la création d'AFRICOM. La plus évidente serait de la considérer sous l'angle réaliste. Une telle perspective accepte le fait que les États-Unis ont des intérêts vitaux et autres en Afrique à protéger et à développer. Pour l'extension ou la protection de ces intérêts, les forces armées américaines doivent développer des capacités dans le domaine du Commandement, du contrôle, des communications, de l'informatique, des renseignements (C^4I), etc. pour assurer le succès opérationnel militaire sur le continent africain. Du fait de l'existence d'intérêts vitaux potentiels américains en Afrique, la création d'AFRICOM aurait une importance stratégique pour les États-Unis et il ne serait pas nécessaire de consulter l'Afrique ou n'importe qui d'autre sur la création de ce Commandement. Cela offrirait aux États-Unis le luxe de créer et de structurer le Commandement suivant ses propres besoins. Bien entendu, une approche réaliste est par nature unilatérale, nationaliste et compétitive. Il existe un danger réel qu'elle soit perçue en Afrique comme une manifestation d'agressivité de la part des États-Unis. La pensée réaliste comporte en outre le risque que l'Afrique comprenne la création d'AFRICOM comme une menace potentielle à tel point que les intérêts des États-Unis en Afrique en soient contrecarrés.

Le fait est que certains leaders africains ont des doutes sur les intérêts américains en Afrique.[6] En fait, l'Afrique est peut-être la seule région habitée de taille qui n'a pas été considérée récemment comme vitale pour les intérêts américains. Pour le dire carrément, jusqu'à très récemment, les États-Unis n'avaient pratiquement aucun intérêt concret et matériel sur le continent.[7] Cela souligne le besoin de minimiser l'approche réaliste et pour les États-Unis d'être d'une part plus circonspect dans la façon dont ils traitent avec l'Afrique et d'autre part d'adopter une approche plus consultative avec l'Afrique dans le développement d'AFRICOM. Cela demande aussi que l'administration et la politique américaines cultivent à l'intérieur des États-Unis le soutien nécessaire à la création d'AFRICOM. Une approche plus consultative est basée sur la notion qu'alors que des intérêts identifiables clairs fournissent une fondation et une cohérence solides à la politique, leur absence cause ambigüité, questions et vulnérabilité aux changements d'humeur politique.

Des discussions ont tenu place pendant des années au sein du secrétariat de la Défense américain sur le mérite d'un type quelconque de Commandement Afrique.[8] L'ancien secrétaire de la Défense, Donald Rumsfeld, établit

vers la mi-2006 une équipe de planification pour le conseiller sur les exigences de l'établissement d'un nouveau commandement unifié pour le continent africain. Il fit des recommandations au président Bush qui autorisa le nouveau Commandement le jour même du départ de Rumsfeld du Secrétariat.[9] En annonçant l'annonce de la création d'AFRICOM, le nouveau secrétaire de la Défense, Robert M. Gates, a résumé les fonctions du commandement : « supervision de la coopération sur la sécurité, développement des capacités de partenariat, soutien Défense à des missions non militaires et, si l'ordre est donné, opérations militaires sur le continent africain. »[10] Gates a soutenu que le Commandement donnerait aux forces armées américaines une approche plus intégrée et plus efficace comparée à l'organisation actuelle où trois commandements géographiques sont responsables de l'Afrique. Il a appelé cette structure à trois commandements « un système dépassé datant de la guerre froide ».[11] Certains experts soutiennent de ce fait qu'AFRICOM va faire passer l'engagement américain en Afrique de réactif à proactif.[12]

Le gouvernement américain fait face à des pressions nationales et internationales croissantes pour jouer un rôle plus prééminent sur le continent le plus troublé du monde. La création d'AFRICOM a reçu le soutien des deux partis au Congrès des États-Unis et il existe aux États-Unis une augmentation des groupes de pression faisant du lobbying pour soutenir des pays africains.[13] Depuis l'incident "*Blackhawk Down*" de 1993 où 18 soldats américains ont été tués, on peut dire que le gouvernement américain a résisté aux pressions pour l'envoi d'un soutien militaire tangible aux missions de maintien de la paix et autres en Afrique. Deux challenges récents ont contribué à attirer l'attention des politiciens et des fonctionnaires sur « la région la plus négligée du globe. »[14] Le premier est l'État non viable de Somalie qui a une tradition de liens avec des militants islamiques comme Al-Qaeda. Le deuxième est la crise du Soudan où l'ONU estime que plus de 400.000 personnes sont mortes du fait de l'épuration ethnique ayant lieu dans la région de Darfour.[15] La décision de créer AFRICOM reflète – sans aucun doute – un accroissement dans les intérêts de sécurité nationale américaine sur le continent.

Il existe de nombreux exemples où la présence militaire directe d'une superpuissance dans une région particulière a été acceptée parce qu'elle était basée sur des relations mutuellement avantageuses. La présence américaine en Europe pendant la guerre froide est l'exemple le plus évident. Il est donc important de distinguer entre deux types d'avantages. Il faut compter d'abord les avantages mineurs, presque secondaires, pour l'Afrique qui peuvent découler de la création d'AFRICOM pour servir principalement la sécurité nationale américaine. Deuxièmement, la création d'AFRICOM offre des avantages mutuels géostratégiques à l'Afrique et aux États-Unis qui devraient être clairs dès le début. D'un point de vue africain, cependant, ces relations mutuellement avantageuses dans la création d'AFRICOM ne sont pas évidentes. De ce fait, la décision des États-Unis de créer AFRICOM est plus indicatrice de ses propres inquiétudes et de sa position géostratégique que de ses intérêts en Afrique. Cela se rapporte particulièrement aux inquiétudes causées par l'accroissement de la présence chinoise en Afrique, la lutte des États-Unis contre le terrorisme et le besoin croissant de pétrole en provenance d'Afrique. Une analyse plus détaillée de ces trois considérations fournit une claire indication que la décision américaine de créer AFRICOM est plus dictée par des considérations négatives provenant d'Afrique que par des intérêts positifs dans l'Afrique ou des retombées pour elle.

Suivant l'organisme mondial indépendant, *Power and Interest News Report*, le commerce sino-africain est passé de 3 milliards de dollars en 1995 à 55,5 milliards de dollars en 2006.[16] Au niveau macro, il y a un accroissement des relations commerciales, de défense et diplomatiques entre les pays africains et la Chine. Le soutien politique et économique du régime Mugabé en est un exemple et l'investissement de la Chine dans l'industrie pétrolière du Soudan et les relations étroites avec son régime en est un autre.[17] Ces deux exemples

montrent aussi ce que la Chine est prête à faire, (ou à fermer les yeux sur) pour augmenter son influence en Afrique. Les relations macro sont supplémentées au niveau micro par le fait que presque n'importe quel petit village dans l'endroit le plus perdu d'Afrique peut se vanter d'avoir un magasin chinois ! En 2006 par exemple, la Chine a tenu une conférence à Beijing qui a attiré 43 chefs d'États et des représentants de cinq autres pays africains – plus de leaders africains qui participeraient normalement à un sommet de l'Union africaine sur le continent. Le président chinois a fait un tour de l'Afrique en février 2007 au moment de l'annonce de la création d'AFRICOM. C'était sa troisième visite en Afrique en trois ans.

Il est peut-être vrai que les motivations et intentions de la politique chinoise soient typiques d'une grande superpuissance en croissance et que, de ce fait, les États-Unis ne considèrent pas l'intérêt naissant de la Chine envers l'Afrique comme une menace à sa sécurité.[18] Il est peut-être vrai également que les États-Unis n'ont pas un grand nombre d'intérêts en Afrique. La Chine refait cependant surface sur la scène mondiale comme une entité de premier ordre au niveau économique, diplomatique et militaire, avec un intérêt géostratégique particulier sur les ressources et les marchés africains. Il est évident que les États-Unis sont très inquiets de l'interaction et de la coopération croissantes entre l'Afrique et « le dragon au cœur noir »[19]. Il est évident que la Chine semble peu intéressée à encourager la démocratie, la saine gestion publique et la transparence sur le continent africain. De ce fait, les accords récents sur la coopération dans les domaines de la défense, de l'économie, de la technique et autres entre la Chine et le Zimbabwé feront l'objet d'un examen minutieux à Washington. [20]

Bien que la Chine offre une alternative à l'influence américaine en Afrique, le verdict n'a pas été prononcé sur la nature de la présence chinoise en Afrique.[21] La préférence de l'Afrique en dit autant sur l'Afrique qu'elle en dit sur la Chine et peut probablement être liée à des questions comme l'image militarisée de la politique étrangère des États-Unis en Afrique et la disponibilité du soutien chinois sans trop de conditions. Les forces armées des États-Unis ont toujours joué un rôle important dans la politique étrangère de telle façon qu'elles sont considérées dans certains secteurs comme étant le premier organisme de politique étrangère américaine. Dans cette perspective, la création d'AFRICOM pourrait être comprise comme une première étape importante dans l'augmentation de la présence de politique étrangère américaine et de capacités en Afrique pour faire contrepoids à l'influence chinoise croissante. Steven Morrison, directeur du programme africain au *Center for Strategic and International Studies*, fait valoir par exemple que par l'intermédiaire de la création d'AFRICOM, les États-Unis essaient de s'implanter sur le continent pour « intensifier la concurrence avec la Chine, l'Inde et autres pour influence et accès » et du fait « d'engagements croissants dans le domaine de la santé mondiale en Afrique. »[22]

Le monde a complètement changé depuis le 11 septembre et l'augmentation de la menace du terrorisme international en Occident. Cependant, du fait de la situation stratégique à laquelle les forces américaines font face dans des endroits comme l'Afghanistan et l'Irak, l'efficacité stratégique de la lutte contre le terrorisme et l'aptitude stratégique de ceux qui conduisent la lutte sont toujours en doute. Ce doute est lié à la question de savoir si l'Occident en général et les États-Unis en particulier sont plus en sureté du fait de la lutte contre le terrorisme jusqu'à maintenant. En Afrique, la création d'AFRICOM est vue comme « l'arrivée officielle de " la lutte mondiale contre le terrorisme " de l'Amérique sur le continent africain »[23]. Il est évident que les États-Unis voient dans l'Afrique une source potentielle de terrorisme international. Les services de renseignement de la plupart des pays occidentaux examinent le monde – y compris l'Afrique – pour de nouveaux dangers de terrorisme international. En général, les pays africains ne sont pas très à l'aise avec les opérations, clandestines ou non, des services spéciaux américains à l'intérieur de leurs frontières. Bien entendu, le gouvernement américain et ses alliés cher-

chent aussi des partenaires dans leur lutte contre la terreur en Afrique. La création d'AFRICOM servira les deux buts, dans la mesure où il fournira un accès plus facile à l'Afrique pour les États-Unis dans la conduite d'opération de renseignement et dans le développement de partenaires stratégiques pour la guerre contre la terreur.

Les attentats à la bombe contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie rappellent de façon spectaculaire les menaces du terrorisme international auxquelles les États-Unis doivent faire face en Afrique et en provenance d'Afrique. La menace du terrorisme international en Afrique et ses liens avec Al-Qaeda redevinrent d'actualité avec les attaques suicides plus récentes en Algérie et au Maroc.[24] La volatilité du continent africain fournit un terrain fertile pour extrémistes, criminels et, finalement, terroristes internationaux pour recruter et entrainer dans des zones sans contrôle fournissant un sanctuaire à partir duquel ils peuvent opérer. Cette volatilité du continent africain a son origine dans des challenges comme la pauvreté absolue, la corruption, les conflits internes, les conflits frontaliers, les eaux territoriales et les frontières sans contrôle, les seigneurs de la guerre, les faibles systèmes de sécurité interne, les désastres naturels, la famine, le manque d'un approvisionnement en eau fiable et une infrastructure sous-développée.

Il est facile de convaincre les individus de soutenir le terrorisme contre l'Occident s'ils doivent envisager un avenir très morne dans ce type d'environnement, quand il est contrasté avec la situation dans la plupart des pays occidentaux en général et aux États-Unis en particulier, en utilisant la vieille méthode de la privation relative. Il est cependant extrêmement important de noter que bien que la pauvreté, l'instabilité et la volatilité n'engendrent pas forcément des terroristes, les nations avec une société civile faible, une application de la loi limitée et un système judiciaire précaire sont vulnérables à la pénétration et à l'exploitation par des groupes terroristes internationaux. [25]

C'est l'intérêt croissant des États-Unis dans le pétrole africain qui étaye l'argument souvent entendu en Afrique, que les États-Unis utilisent la lutte contre le terrorisme comme excuse pour avoir accès aux ressources africaines.[26] Il est vrai cependant que les attaques du 11 septembre et les guerres qui ont suivies en Afghanistan et en Irak ont eu un impact certain sur les relations entre les États-Unis et le monde arabe. Un rapport du général Barry McCaffrey de l'armée de Terre des États-Unis, récemment parti à la retraite, sur la guerre en Irak note que le « désastre en Irak entraînera très vraisemblablement une lutte régionale élargie qui mettra en danger les intérêts stratégiques des États-Unis (pétrole) au Moyen-Orient pendant une génération. »[27] Les tensions sous-jacentes entre les États-Unis et l'Iran sont une manifestation de cette lutte régionale croissante. L'invasion du Liban par Israël en 2006 doit aussi être évaluée en fonction des évènements d'Irak et du changement dans l'équilibre des forces au Moyen-Orient qu'ils ont apporté. Il est évident qu'une situation de suspicion et de manque de confiance en général a été créée entre le monde arabe et les États-Unis. Ses sources se trouvent dans les actes hostiles de membres du monde arabe, dans l'action militaire des États-Unis en Afghanistan et en Irak, ainsi que dans le soutien continu des États-Unis pour Israël.

C'est sur cette toile de fond que les États-Unis regardent les réserves de pétrole du monde en général et d'Afrique en particulier comme pouvant réduire leur dépendance de la production pétrolière du Moyen-Orient. La diversification des intérêts pétroliers américains au cours des dix dernières années a rendu le pétrole d'Afrique toujours plus important. Cela concerne la production de pétrole sur le continent lui-même et en particulier sur la côte occidentale d'Afrique. L'Afrique possède environ huit pour cent des réserves mondiales connues de pétrole, le Nigeria, la Lybie et la Guinée équatoriale étant les producteurs principaux de la région. Soixante-dix pour cent de la production de pétrole africain est concentrée en Afrique occidentale dans le golfe de Guinée qui va de la Côte d'Ivoire à l'Angola. La faible teneur en soufre du pétrole brut d'Afrique occidentale en augmente encore l'importance straté-

gique.[28] Il est prévu que le Golfe de Guinée, y compris l'Angola et le Nigeria, fournira un quart des importations américaines de pétrole dans les dix ans à venir, surpassant le volume provenant du golfe Persique.[29] En 2003, l'Afrique subsaharienne fournissait aux États-Unis seize pour cent de ses besoins en pétrole.[30] Ce chiffre est passé à vingt pour cent en 2007.[31] Les besoins énergétiques des États-Unis vont continuer à augmenter. En même temps, il est très probable que la guerre en Irak va continuer à élargir le conflit régional, ce qui va mettre en danger les intérêts pétroliers stratégiques de l'Amérique au Moyen-Orient. Cela aura un impact stratégique sur l'importance du pétrole africain pour le marché américain.

La difficulté de comprendre l'administration politico-militaire américaine

L'un des challenges principaux de l'Afrique dans ses discussions avec les États-Unis sur la création d'AFRICOM est la difficulté de comprendre la nature de la politique américaine, particulièrement les subtilités uniques que l'on trouve dans tout système politico-bureaucratique. Cela concerne en particulier le rôle et la personnalité des politiciens et fonctionnaires individuels américains. C'est ce facteur qui fait très souvent douter de l'étendue du soutien politique et administratif qui existe pour une initiative politique particulière des États-Unis en Afrique et, de ce fait, si les États-Unis sont sérieux sur une politique donnée – surtout en l'absence d'intérêts américains majeurs en Afrique. Une politique, dans de nombreux cas, n'est qu'une déclaration d'intentions de politiciens.[32] En fin de compte, elle dépend de l'énergie et du soutien au sein de la population et de l'administration pour que l'on passe de l'intention à l'action (c.à.d. à la mise en œuvre d'une telle politique).

De ce point de vue, l'intention déclarée du gouvernement Bush de créer AFRICOM dépend de l'administration américaine en général et de l'administration militaire en particulier, pour transformer l'intention d'un commandement africain en une structure C^{4}I militaire des États-Unis qui fonctionne. S'il n'existe aucun soutien dans l'administration pour une politique déclarée, le processus peut être ralenti par manque de l'énergie nécessaire. Dans certains milieux, la création du Commandement Afrique est considérée comme une initiative du gouvernement Bush dans son ensemble et de Rumsfeld en particulier. Il y a donc des doutes sérieux au sein de ces groupes sur la capacité d'AFRICOM de survivre le gouvernement Bush. Il existe aussi certaines questions sur le niveau de soutien au sein des forces armées américaines pour la création de ce Commandement.[33]

L'autre côté de cette vérité, cependant, est que l'administration a de l'endurance et qu'une fois la création d'AFRICOM accomplie, il deviendra de plus en plus difficile de changer de direction. Ceci est un souci primordial des intérêts institutionnels ou organisationnels des forces armées américaines dans AFRICOM. Une fois que des membres des forces armées des États-Unis commencent à bâtir leur carrière sur la disponibilité de certains schémas de carrière pour les « spécialistes de l'Afrique », l'administration militaire développera un intérêt direct dans le maintien de ces schémas de carrière. En pratique, cela signifie qu'une fois que des membres des forces armées atteignent le grade de général en tant que spécialistes de l'Afrique, il sera très difficile de changer de direction. Les intérêts bureaucratiques peuvent vraiment être un facteur important dans la création et le développement d'intérêts nationaux dans une région. Il est souvent difficile pour des étrangers au système, Africains en particulier, d'arriver à une bonne compréhension du rôle de l'administration américaine dans ce domaine.

Jusqu'à maintenant, la politique américaine concernant la majorité des pays africains était dans une large mesure la responsabilité des cadres moyens de la bureaucratie de Washington, pratiquant l'art du conservatisme bureaucratique. Ces fonctionnaires opéraient dans le cadre de trois directives : ne pas dépenser trop d'argent, ne pas prendre une position qui puisse créer une controverse

aux États-Unis et ne pas laisser les problèmes africains compliquer la politique envers d'autres parties plus importantes du monde.[34] Cette approche administrative à la formulation de la politique américaine a créé une situation où les États-Unis ont souvent perdu intérêt dans l'Afrique et, en fait, ont eu à « redécouvrir » l'Afrique à certains moments dans l'après-deuxième guerre mondiale.[35] Il existe cependant la possibilité que l'inquiétude de l'administration militaire de haut niveau sur le maintien des intérêts en Afrique puisse avoir une influence réelle sur la nature et la durabilité de la politique américaine envers l'Afrique. Cela devient encore plus important quand on tient compte de la réalité que les forces armées américaines sont souvent le premier organisme de politique étrangère américaine.

Du point de vue de la mise en œuvre de la politique américaine, l'administration américaine n'est peut-être pas différente des autres administrations dans le sens que ses structures et programmes sont d'une nature très cloisonnée. Un expert en affaires africaines, le Dr. Dan Henk de l'*U.S. Air Force Air War College* a noté par exemple que l'action américaine en Afrique a souvent reflété des approches et intensités différentes entre le Secrétariat des Affaires étrangères, l'Agence pour le développement international et le Secrétariat de la Défense. Cela entraîne souvent une certaine confusion sur les intérêts, objectifs et motifs des États-Unis.[36] AFRICOM, avec son caractère interministériel prévu, aura certainement une influence positive sur la coordination de la politique américaine en Afrique. Cela assurera non seulement une efficacité plus grande, mais contribuera aussi à une plus grande efficacité des initiatives de politique américaine en Afrique – bénéficiant à la fois aux États-Unis et aux pays africains. La promesse que la création d'AFRICOM entrainera un engagement informé, constant, cohérent et soutenu des États-Unis en Afrique est une chose qui devrait être la bienvenue dans tout le continent.

Fournir une assistance militaire à l'Afrique

De nombreux (peut-être la plupart) participants américains qui mettent le nouveau Commandement sur pied pensent qu'AFRICOM sera très différent des autres commandements combattants. Il possèdera un « caractère interministériel » bien plus robuste. Dès le début, les planificateurs ont montré un intérêt bien plus grand dans des questions de « puissance douce » comme la santé, la remise en état de l'infrastructure, l'environnement, le développement économique, la reforme du secteur sécurité, l'atténuation des conflits et autres angles de la sécurité humaine.[37] Cette attitude est basée sur la croyance que les actes diplomatiques, informatifs et économiques seront plus utiles à l'atteinte des objectifs de politique étrangère des États-Unis en Afrique que l'utilisation de la force militaire.[38] Cela soulève cependant la question d'une approche plus proactive et plus préventive dans la protection et l'extension de la sécurité et des autres intérêts des États-Unis en Afrique, contrastant avec l'approche très prudente et défensive qui a défini l'engagement sécurité en Afrique jusqu'à maintenant. AFRICOM n'est pourtant pas prévu comme un commandement combattant typique. Cette approche est appréciée étant donné la nature souvent très destructrice des engagements militaires extérieurs sur le continent dans le passé. Il faut cependant reconnaître qu'il existe quelques dangers dans une approche qui amoindrit le rôle des forces armées en Afrique.

L'image de la politique étrangère américaine dans de nombreuses régions d'Afrique est éclairée par les actions militaires américaines dans d'autres régions du globe, particulièrement en Afghanistan et en Irak. C'est une image qui est fortement associée avec les forces armées américaines en général et l'utilisation agressive de la force militaire en particulier. Cette image très agressive et « militarisée » de la politique étrangère américaine contraste fortement avec les efforts de tous ceux qui participent à la création d'AFRICOM de réduire le rôle militaire dur des forces armées américaines en Afrique et de souligner les

rôles non militaires et de puissance douce d'AFRICOM. Cela soulève deux types de questions en Afrique. Premièrement, est-ce que l'assistance à l'Afrique dans le domaine humanitaire et du développement sera militarisée par l'action délibérée de rendre les forces armées responsables de ces activités ? Des questions connexes comprennent : est-ce que la création d'AFRICOM doit être considérée comme beaucoup plus qu'une coopération interministérielle ?

Est-ce qu'AFRICOM représente une militarisation du soutien américain non militaire à l'Afrique ? Où mène cette militarisation des actions humanitaires et de sécurité humaine ? Ce type de question doit être lié à la difficulté qui existe de comprendre le jargon administratif et militaire américain en Afrique. Par exemple, qu'est-ce qu'on entend par « opérations de stabilité » en Afrique ?[39] Deuxièmement, est-ce que les États-Unis sont sincères avec l'Afrique sur la création d'AFRICOM ? L'image générale de la politique étrangère américaine dans le monde ne correspond pas aux intentions déclarées des États-Unis sur la création d'AFRICOM. Cela devrait être lié à la question de la raison pour laquelle AFRICOM doit être différent de tous les autres commandements géographiques américains dans d'autres régions du monde. Est-ce que ce n'est pas une forme de discrimination ou de dénigrement ? Et quoi penser du fait que les forces armées américaines assurent un « atterrissage en douceur » pour AFRICOM en Afrique en faisant ressortir les questions de puissance douce dans la création du Commandement ?[40] Combien de temps va durer l'approche puissance douce avant qu'AFRICOM montre sa vraie nature et que l'Afrique ou certains pays d'Afrique soient « irakisés » ?

Ces questions doivent être examinées contre le besoin urgent de développement militaire dur et d'autres formes de soutien militaire en Afrique. C'est un fait largement reconnu que l'un des problèmes les plus importants pour les pays africains depuis l'indépendance est le manque de professionnalisme militaire. Cela se révèle souvent dans des relations civil-militaire difficiles dans la mesure où des coups d'état ont coloré la scène politique de nombreux pays africains depuis l'indépendance. Le manque de professionnalisme africain a de nombreuses causes, comme le recrutement sous-national ou basé sur l'ethnie, la corruption militaire, le développement de systèmes de sécurité parallèles comme la garde présidentielle et les déploiements militaires intérieurs.[41] De ce point de vue, il serait désastreux si AFRICOM ne prenait pas au sérieux le besoin de développer le professionnalisme militaire de l'Afrique. L'une des causes principales du manque de professionnalisme en Afrique a été cependant l'influence du soutien militaire étranger en temps de crise. Dans de nombreux cas, le soutien extérieur se traduit par un manque de sens d'urgence dans les forces armées africaines du fait de la garantie de sauvetage fourni par les puissances militaires étrangères. Cette réalité laisse en question ouverte le type de soutien militaire puissance douce qu'AFRICOM fournira aux forces armées africaines. Il sert d'avertissement de ne pas donner trop d'importance au côté non militaire du soutien militaire dans la création d'AFRICOM.

AFRICOM, en soutenant les forces armées africaines, devrait souligner l'importance de la *création* de capacité et non de la *fourniture* de capacité. En développant la capacité, il est important que les forces armées américaines ne s'approchent pas de la table avec des plans tout en étant normatives ou dogmatiques – ce qui a fonctionné en Amérique et ailleurs dans le monde ne fonctionnera pas forcément en Afrique. Il existe des doctrines relativement bien développées en Afrique – dans la plupart des cas un mélange intéressant de vieilles doctrines coloniales combinées avec celles des États-Unis et de l'ancienne Union soviétique. Cela est lié spécifiquement aux doctrines d'insurrection et de contre-insurrection depuis que l'Afrique s'est trouvée mêlée à ce type de guerre depuis 50 ans ou plus. Le challenge pour les forces armées américaines est de capturer ces doctrines par la compréhension de la tradition historique africaine. Elle est vue comme une histoire venant du bas, plantée dans une forte tradition orale.[42] Du fait de la situation stratégique à laquelle les

États-Unis sont confrontés en Irak et ailleurs, tirer des leçons de l'expérience non conventionnelle africaine d'une façon non conventionnelle n'est peut-être pas une mauvaise idée. En échange de ces idées, l'Afrique peut profiter des connaissances militaires conventionnelles américaines, du matériel et de la technologie de simulation pour bâtir la capacité militaire africaine. [43]

Cela met cependant en évidence une autre considération importante qui est le manque d'enthousiasme des forces armées africaines pour un soutien militaire externe. Ce pessimisme envers le soutien militaire est lié, dans bien des cas, à l'exploitation du manque de ressources militaires de l'Afrique. Un manque de ressource est une vulnérabilité critique de la plupart des forces armées africaines. Un soutien militaire externe peut apporter aux forces armées africaines des ressources vitales. Ce maintien en puissance, cependant, demeure dans la plupart des cas entre les mains de ceux qui ont fourni ces ressources puisque les forces armées africaines n'ont pas forcément les capacités technologiques et les compétences. Les Africains ne peuvent pas maintenir les ressources militaires qui sont fournies et une culture de dépendance est créée. De ce fait, de nombreux Africains considèrent le complexe militaro-industriel des pays industrialisés du monde, des États-Unis en particulier, comme une motivation principale pour leur engagement en Afrique et dans d'autres parties du monde. Les économies des pays fournisseurs se développent davantage pendant que, dans bien des cas, la destruction est exportée en Afrique, augmentant la dépendance africaine.

En outre, il est important qu'AFRICOM ne soit pas perçu par les Africains comme un effort de la part des États-Unis de remplacer les structures continentales, régionales et militaires – les forces en attente régionales en particulier – qui ont été créées par les Africains eux-mêmes ou sont en cours de développement. En fait, les États-Unis peuvent jouer un rôle important en améliorant ces structures au niveau continental ou régional et en exploitant ces structures pour bâtir de la capacité en Afrique et dans ses différentes régions. L'Afrique peut profiter du développement de l'interopérabilité au sein des structures régionales.[44] Les États-Unis, quand ils travaillent par l'intermédiaire de structures continentales et régionales, pourront suivre une approche multilatérale en engageant simultanément les forces armées de plusieurs pays africains et en étant un associé passif.[44] Etre associé passif peut cependant ne pas toujours servir l'approche orientée sur les médias des forces armées américaines, mais peut servir les objectifs stratégiques du plus haut niveau d'AFRICOM en Afrique. Cela peut signifier, par exemple, qu'AFRICOM fournisse une plate-forme logistique ou des opportunités de formation et d'éducation tout en exploitant la disponibilité d'instructeurs africains bien formés et éduqués.[45]

Confronter les challenges africains

Il existe une pression croissante au sein de l'Afrique de lui permettre de résoudre ses propres problèmes. Certains suggèrent même les « États-Unis d'Afrique » bien que cela donne l'impression, probablement conforme à la réalité, d'être un peu utopique.[46] Le message sous-jacent est pourtant celui de « nous voulons être responsables de notre propre destin » et que pendant trop longtemps le futur de l'Afrique a été dicté par des étrangers. Cela concerne surtout le rôle de la Grande-Bretagne, de la France et du Portugal pendant l'ère coloniale et celui des États-Unis et de l'ancienne Union soviétique pendant la guerre froide. Cela se traduit aussi par un malaise croissant du peuple d'Afrique envers les influences occidentales ou autres (parfois l'interférence) en général et de l'influence américaine (ou interférence) en particulier. L'image des États-Unis, en particulier, celle d'un fier-à-bras qui intimide les petits, les faibles, les sans défense, ou les défavorisés a été fortement renforcée par l'invasion américaine de l'Irak. Ceci est lié à la vue des États-Unis comme faisant partie des « nantis » et les peuples africains des « non nantis. »

Ces idées devraient pourtant être tempérées par la réalité que l'un des plus grands challenges auquel l'Afrique et les autres par-

ties du monde qui traitent avec l'Afrique doivent faire face est la solidarité africaine. La solidarité africaine a probablement atteint son apogée avec la création de l'Union africaine (UA) où, à la différence de l'Union européenne, la seule qualification pour être membre est d'être situé en Afrique. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de différence d'opinions dans l'UA. Sa formation est cependant une manifestation de solidarité, particulièrement dans les questions où l'anticolonialisme et l'africanisme sont concernés.[47] La route de la solidarité africaine n'est cependant pas sans écueils. L'incapacité montrée par l'Afrique de traiter correctement le problème du Zimbabwé n'est que l'un des exemples des dangers de la solidarité africaine. La solidarité africaine très souvent consiste à critiquer vivement ce que les gouvernements occidentaux en particulier – y compris les États-Unis – font sur le continent africain. Et pourtant, en même temps, les Africains en général et les gouvernements africains en particulier, anticipent avec plaisir la façon dont ils vont pouvoir profiter de l'engagement occidental et américain sur le continent.

Il est clair que le gouvernement américain a réfléchi longuement et profondément à la création d'AFRICOM, et les arguments précédents ont sans aucun doute été soulevés lors des délibérations initiales. C'est très probablement la raison pour laquelle AFRICOM se concentrera principalement sur les opérations antiterroristes et l'aide humanitaire. AFRICOM, il a été déclaré, se concentrerait beaucoup moins sur la préparation de troupes pour des combats importants dans la zone de responsabilité. L'accent serait plutôt mis sur les programmes de formation militaire pour aider les gouvernements à stabiliser leurs frontières, à se protéger contre des crises comme Darfour et pour contenir les maladies mortelles comme le SIDA et la malaria. C'est aussi la raison la plus vraisemblable pour laquelle le général quatre étoiles (cinq étoiles d'après le système français. *Note de l'éditeur*) commandant AFRICOM a une contrepartie civile du Secrétariat des Affaires étrangères pour aider à coordonner les fonctions non militaires du gouvernement américain en Afrique.

Le peuple d'Afrique sait que chaque fois que vous rencontrez une antilope, vous rencontrerez probablement aussi son adversaire le plus sérieux, le lion africain. Dans certains milieux du continent africain, on rencontre la peur que l'Afrique soit irakisée – c'est-à-dire que les mesures prises par les États-Unis pour se protéger contre le terrorisme international en provenance du continent africain, exacerberont en fait le problème. Cette peur trouve son origine dans la notion qu'une forte présence militaire américaine en Afrique attirera l'attention de ses ennemis et que, comme pendant la guerre froide, l'Afrique sera encore le champ de bataille pour les conflits militaires et de puissance des grandes puissances – les États-Unis et la Chine par exemple, et en particulier les forces armées américaines et ses ennemis terroristes internationaux.[48] Cet argument devrait être lié au plan de situer finalement le quartier général du Commandement d'AFRICOM quelque part sur le continent africain. Il est évident que le pays ou les pays qui accueillerait le quartier général d'AFRICOM, ou certaines de ses sections, s'exposerait au type de menaces auxquelles les Etats-Unis font face en ce moment.

La façon américaine de faire la guerre et la façon africaine de faire la guerre sont diamétralement opposées. La base de la doctrine américaine est de gagner des batailles décisives par l'utilisation écrasante de technologie militaire conventionnelle. Comme dans le cas de l'Irak après la bataille pour Bagdad, les forces armées américaines se trouvent souvent dans une situation où les batailles décisives ont été gagnées, mais pas forcément la guerre. Le résultat est qu'en au moins deux occasions lors de ces dernières 50 années les forces armées américaines se sont trouvées aspirées dans une guerre indécise à faible intensité.[49] La plupart des conflits en Afrique sont non conventionnels par nature et utilisent une technologie de seconde ou troisième génération. Il en résulte souvent un type de guerre communautaire, indécise, longue et anarchique sans résultat décisif.[50] C'est précisément ce type de conflit que les forces armées améri-

caine évitent, surtout après le Vietnam et, encore plus après leur expérience plus récente en Irak. C'est aussi le type de conflit qui, en 1993, a causé le Syndrome somalien après la catastrophe de Mogadiscio et qui a très probablement causé la résistance à tout engagement militaire en Afrique. Cette réticence contribue en Afrique à l'image de « fuyard » des forces armées américaines. Cette image a été renforcée par le refus des États-Unis d'intervenir dans les tragédies humaines comme les crises du Ruanda, du Sierra Leone et du Darfour. Il faut comparer ceci, par exemple, avec les efforts politiques et militaires des États-Unis dans les années 1990 pour résoudre des problèmes dans les Balkans – une région géographique où l'on pense que les États-Unis n'avaient pas de grands intérêts politiques et économiques.

Cette réticence à contribuer à la résolution d'urgences complexes en Afrique renforce l'idée en Afrique que les États-Unis sont prompts à mettre en valeur leurs succès et leurs contributions à la sécurité africaine. Les États-Unis ne sont cependant pas vus comme une puissance ayant le courage de s'engager à traiter les challenges complexes de sécurité en Afrique de façon durable. Lié à la notion qu'ils ne s'engageront dans une région que s'il y a un gain économique, l'image générale des forces armées américaines en Afrique est une de dédain. Les forces armées des États-Unis manquent de crédibilité dans certaines parties d'Afrique et sont souvent considérées comme des cibles légitimes. Dans le passé, cela a abouti souvent à faire des forces armées américaines un sujet de mauvaise publicité en Afrique. AFRICOM peut devenir un véhicule important pour maintenir l'engagement américain en Afrique et, ce faisant, contribuer à une image plus positive des États-Unis et de ses forces armées en Afrique. La création d'AFRICOM est peut-être de ce fait le premier vrai test d'un engagement durable des États-Unis en Afrique.

La création d'AFRICOM est finalement liée de près à la question de savoir si le gouvernement américain et ses forces armées reconnaissent que les guerres futures dans « l'ère de la terreur » seront principalement irrégulières. Pendant les années 1990, les États-Unis étaient dans une position exceptionnelle et, en tant que seule superpuissance restante, ils pouvaient choisir où et pourquoi intervenir militairement. En même temps, les occasions ne manquaient pas d'être le gendarme du monde puisque des conflits de nature anarchique apparurent dans le monde entier, des Balkans à l'Afrique Centrale, au Moyen-Orient et dans l'ancienne Union soviétique (Tchétchénie). Dans la plupart des cas, ces conflits n'empiétaient pas sur les intérêts vitaux américains. Ils ne portaient pas non plus le potentiel de faire éclater une troisième guerre mondiale.[51] De ce fait, il n'y avait aucun conflit suffisamment important pour que les États-Unis agissent de façon décisive. C'était avant le 11 septembre, jour où les États-Unis commencèrent à faire partie de « l'anarchie qui vient. »[52] Il est peut-être bon de se rappeler que l'article initial sur l'anarchie qui vient par Kaplan dans *Atlantic Monthly* était basé principalement sur son expérience de journaliste en Afrique.[53] Cela amena une conclusion évidente à cet argument. Si les États-Unis veulent vraiment réussir dans cette lutte contre la terreur, l'Afrique doit faire partie de la solution. En fin de compte, les problèmes de l'Afrique – que cela plaise aux États-Unis et à ses forces armées ou non – sont bien devenus les problèmes des États-Unis. La création d'AFRICOM peut être une petite prise de conscience de cette réalité.

Quelques conséquences

L'Afrique offre un challenge pour toutes les forces militaires à l'esprit conventionnel. La création d'AFRICOM est logique du point de vue militaire si les forces armées américaines veulent réussir dans leurs missions sur le continent africain. Il y a aussi d'autres avantages stratégiques pour les États-Unis et ses forces armées dans la création d'AFRICOM. Pour les États-Unis, l'avantage le plus évident est l'interaction proche avec les réalités africaines ainsi qu'avec le peuple d'Afrique. On peut espérer que cette interaction se traduira par une meilleure compréhension des dynami-

ques et subtilités africaines par l'administration américaine et par le grand public. Elle devrait vraiment permettre aux États-Unis de développer une image de l'Afrique mieux renseignée. Comprise dans cette image sera une meilleure interprétation des dangers confrontés par les États-Unis en Afrique et en provenance de l'Afrique.

L'avantage le plus évident provenant d'une image de l'Afrique mieux renseignée est l'opportunité d'exploiter les marchés et autres opportunités. Ils pourront mieux assurer leur sécurité par une approche proactive et préventive contre le terrorisme international en Afrique – traiter les problèmes avant qu'ils se produisent. La présence militaire américaine sur le continent africain permettra aux États-Unis de mieux communiquer avec l'Afrique sur le plan diplomatique et militaire et, ce faisant, assurera une meilleure compréhension en Afrique et dans les forces armées africaines des actions militaires américaines en Afrique et dans le monde. Il n'est pas douteux qu'un certain antagonisme puisse se développer dans certaines parties d'Afrique du fait de la présence militaire américaine sur le continent. A en juger par les récents commentaires du ministre de la Défense sud-africain, ces antagonismes peuvent avoir leurs origines dans certains pays et structures régionales africains qui, pour des raisons historiques, sont très critiques de ce que les États-Unis font dans le monde et particulièrement en Afrique.[54] Ces antagonismes peuvent aussi avoir leur source hors d'Afrique. Cela a trait spécifiquement avec l'engagement croissant diplomatique et économique de la Chine en Afrique. Un nuage d'imprécision enveloppe l'engagement militaire chinois en Afrique et encore plus dans quelle mesure il sape l'engagement militaire américain en Afrique. La question est de savoir si la culture stratégique et politique de l'Afrique permettra aux leaders africains d'exploiter ce que la Chine et les États-Unis apportent de mieux à la table africaine.

La création d'AFRICOM va augmenter le profil stratégique de l'Afrique aux États-Unis ainsi que dans d'autres pays du monde. Les forces armées africaines bénéficieront de la création d'AFRICOM en termes d'opportunités militaires / diplomatiques et de transfert de connaissances militaires ainsi que d'autres moyens militaires plus tangibles. Cela comprend l'aide que les forces armées américaines peuvent fournir dans le développement d'un éthos professionnel militaire unique dans les forces armées africaines, la transformation de la gestion de la défense africaine pour qu'elle devienne plus responsable et transparente et l'augmentation des capacités de maintien de la paix et de reconstruction post conflit en Afrique.

Les forces armées américaines ont dû surmonter un nombre d'obstacles dans la création d'AFRICOM, en Afrique et aux États-Unis. D'un côté de l'Atlantique, les États-Unis doivent compter avec une image de la politique étrangère américaine agressive et militarisée liée à l'histoire d'engagements militaires américains qui ne pouvaient pas durer. L'image est basée dans la crainte véritable dans certaines parties d'Afrique qu'elle puisse être victime d'irakisation. Cela sape la crédibilité des forces armées américaines et en fait une cible légitime. De l'autre côté de l'Atlantique, étant donné la mauvaise publicité accordée aux forces armées américaines dans le passé, le Syndrome somalien peut toujours dicter la pensée et l'attitude des forces armées des États-Unis. Heureusement (ou malheureusement) c'est un monde ou règne la politique, les émotions et le changement.[55] ❑

Notes

1. L'auteur tient à remercier le Dr. Dan Henk de l'*US Air Force Air War College* d'avoir lu et commenté des versions antérieures de cet article.

2. Wyndham Hartley, « Afrique Australe : Plus de soldats américains ne sont pas les bienvenus en Afrique, Dit Lekota,» *Business Day* (Johannesburg), 30 août 2007, http://allafrica.com/stories/200708300344.html. L'ambiguïté, ou, pour être précis, le dualisme dans la position du gouvernement sud-africain envers les forces armées américaines est, bien entendu, reflété dans la réalité qu'en même temps que le

ministre de la Défense faisait ces déclarations, la marine sud-africaine était en manœuvres au large des côtes de l'Afrique du Sud avec un contingent de la marine américaine. Ces manœuvres entre les forces armées américaines et sud-africaines suivent l'annonce de la création d'AFRICOM.

3. Michael Clough, *Free At Last? US Policy toward Africa and the End of the Cold War* (New York: Council on Foreign Relations Press, 1992), 1.

4. Lauren Ploch, *Africa Command: U.S. Strategic Interests and the Role of the U.S. Military in Africa*, CRS Rapport pour le Congrès (Washington, DC: Congressional Research Service, 16 May 2007), 10.

5. La Maison Blanche, « Le Président Bush crée un Commandement combattant unifié pour l'Afrique au sein du secrétariat de la Défense. » Office of the Press Secretary, 6 février 2007, http://www.whitehouse.gov/news/releases/2007/02/20070206-3.html.

6. Ibid.

7. Clough, *Free At Last?* 3.

8. Voir par exemple Richard G. Catoire, "*A CINC for Sub-Saharan Africa? Rethinking the Unified Command Plan*," *Parameters* 30 (Winter 2000–01): 102–17.

9. Jackie Northam, "*Pentagon Creates Military Command for Africa*," *NPR (National Public Radio)*, Morning Edition, 7 février 2007, http://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=7234997.

10. Secrétariat américain de la Défense "*DoD Establishing US Africa Command*," *DefenseLink*, American Forces Press Service, http://www.defenselink.mil/News/NewsArticle.aspx?id=2940.

11. Ibid.

12. Northam, "*Pentagon Creates Military Command for Africa*"

13. Jim Lobe, "*Africa to Get Its Own US Military Command*," Antiwar.com, 1 February 2007, http://www.antiwar.com/lobe/?articleid=10443.

14. Sally B. Donnelly, "*Exclusive: The Pentagon Plans for an African Command*," *Time*, http://lib.store.yahoo.net/lib/realityzone/UFNAfricancommand.mht.

15. Bryan Bender, "*Pentagon Plans New Command to Cover Africa*," *Boston Globe*, 21 décembre 2006, http://www.boston.com/news/world/articles/2006/12/21/pentagon_plans _new_command _to_cover_africa.

16. Simon Tisdall, "*US Moves in on Africa*," *Guardian*, 9 février 2007, http://www.guardian.co.uk/usa/story/0,,2009098,00.html.

17. GaryLeupp, "*We're Taking Down Seven Countries in Five Years: A Regime Change Checklist*," *Dissident Voice*, 17 janvier 2007, http://www.dissidentvoice.org/Jan07/Leupp17.htm.

18. Jim Fisher-Thompson, "*U.S. Official Dispels 'Alarmist Views' of China in Africa*," *USINFO*, Bureau of International Information Programs, US Department of State, 16 février 2007, http://usinfo.state.gov/xarchives/display.html?p=washfile-english&y=2007&m=February&x=200702161420311E JrehsiF0.6760828.

19. Philippe D. Rogers, "*Dragon with a Heart of Darkness? Countering Chinese Influence in Africa*," *Joint Force Quarterly* 47 (4e trimestre 2007): 22–27.

20. Cela fut confirmé lors d'une conférence de l'ambassadeur David H. Shinn, professeur adjoint de politique internationale, George Washington University (conférence, South African Military Academy, Saldanha, 28 aout 2007).

21. M. Rossouw, "*Mbeki Verdedig China se Involved in Afrika*," *Die Burger* (Cape Town, South Africa), 4 juin 2007, 6.

22. Northam, "*Pentagon Creates Military Command for Africa*."

23. Hartley, "*Southern Africa*."

24. J. Ferreira, "*Terrorisme Beleef Oplewing in Noord-Afrika*," *Die Burger*, 13 avril 2007, 6.

25. James Jay Carafano and Nile Gardiner, "*US Military Assistance for Africa: A Better Solution*," The Heritage Foundation, 15 octobre 2003, http://www.heritage.org?Reasearch?africa/bg1697.cfm.

26. Lieutenant Colonel Gary Lloyd (chef des observateurs militaires de la Mission africaine au Soudan), interview par l'auteur pendant une visite à l'Académie militaire d'Afrique du Sud, Saldanha, 23 aout 2007.

27. Général Barry R. McCaffrey (c.f.), armée de Terre des États-Unis au colonel MichaelMeese, professeur et chef du département des sciences sociales, US Military Academy, West Point, NY, mémoire interne, sujet *: After-Action Report: Visit [to] Iraq and Kuwait, 9–16 mars 2007*, (soumis) 26 mars 2007, http://media.washingtonpost.com/wp-rv/nation/documents/McCaffrey_Report_032707.pdf.

28. Chietigj Bajpaee, "*Sino-US Energy Competition in Africa*," *Power and Interest News Report*, 7 octobre 2005, http://www.pinr.com/report.php?ac=view_report&report_id=378&language_id=1.

29. Tisdall, "*US Moves in Africa*"

30. Carafano and Gardiner, "*US Military Assistance for Africa*"

31. Lobe, "*Africa to Get Its Own US Military Command*"

32. Voir par exemple la discussion par John Garnett, "*Defence Policy-Making*," dans John Baylis et al. *Contemporary Strategy II* (New York: Holmes & Meier, 1987), 2.

33. Cette question particulière a été soulevée par un nombre de délégués américains au 33e congrès international d'histoire militaire au Cap, 13–17 aout 2007, où une version antérieure de la communication a été lue.

34. Clough, *Free At Last?* 2.

35. Peter J. Schraeder, *United States Foreign Policy toward Africa: Incrementalism, Crisis, and Change* (Cambridge: Cambridge University Press, 1994), 2.

36. Voir la discussion de ce phénomène dans Dan Henk, "*The Environment, the US Military, and Southern Africa*," *Parameters* 36, no. 2 (Eté 2006): 98–117.

37. Dr. Dan Henk, *U.S. Air Force Air War College*, courriel à l'auteur, 30 juillet 2007.

38. Bender, "*Pentagon Plans New Command*"

39. Témoignage de Mark Malan, "*AFRICOM: A Wolf in Sheep's Clothing?*" devant le sous-committee *African Affairs, Committee on Foreign R*elations, au sénat des Etats-Unis, audition intitulée *Exploring the U.S. Africa Command and the New Strategic Relationship with Africa*, 110e Congrès, 1e session, 1e août 2007, http://foreign.senate.gov/testimony/2007/Malan-Testimony070801.pdf.

40. Des inquiétudes ont été exprimées par le colonel Johan van der Walt (Officier d'état-major, Opérations de soutien de la paix [ONU] de la Force de défense nationale

sud-africaine, interview téléphonique par l'auteur, 28 aout 2007

41. Herbert M. Howe, *Ambiguous Order: Military Forces in African States* (London: Lynne Rienner Pub., 2001), chap. 2.

42 Mluleki George, ministre adjoint de la Défense d'Afrique du Sud (discours, ouverture officielle du 33e congrès international de la commission internationale d'histoire militaire, Le Cap, Afrique du Sud, 13 aout 2007).

43. Lloyd, interview.

44. Les forces armées américaines comprennent heureusement l'importance de travailler avec les structures régionales et continentales. Pour un exemple voir "*Africa: U.S. Military Command to Seek Value-Added Capabilities for Africa*," *The News*, 4 octobre 2007, http://allafrica.com/stories/200710040767.html.

45. Ibid.

46. Liesl Louw, "*Verenigde State van Afrika: AU Begin Praat*," *Beeld*, 2 July 2007, 10.

47. Pour un excellent exposé sur la tension dans la politique extérieure de l'Afrique du Sud entre la démocratie d'un côté et l'africanisme et l'anticolonialisme de l'autre, voir Laurie Nathan "*Consistency and Inconsistencies in South African Foreign Policy*,", *International Affairs* 81, no. 2 (mars 2005): 361–72.

48. L. Scholtz, "*Sal Afrika se Gras Weer Trapplek Word?*" *Die Burger*, 9 février 2007, 8.

49. Voir la discussion de ce phénomène dans Thomas E. Ricks, *Fiasco: The American Military Adventure in Iraq* (London: Penguin Books, 2006), 129–33.

50. Capitaine Larry Seaquist, *US Navy*, retraité, "*Community War*," *Proceedings*, United States Naval Institute, aout 2000, 56–59, http://www.d-n-i.net/fcs/seaquist_community_war.htm.

51. Colin S. Gray, *War, Peace and International Relations: An Introduction to Strategic History* (London: Routledge, 2007), 223.

52. Robert D. Kaplan, *The Coming Anarchy: Shattering the Dreams of the Post Cold War* (New York: Random House, 2000).

53. Robert D. Kaplan, "*The Coming Anarchy: How Scarcity, Crime, Overpopulation, Tribalism, and Disease Are Rapidly Destroying the Social Fabric of Our Planet*," *The Atlantic Monthly* 273, no. 2 (février 1994): 44–76, http://www.theatlantic .com/doc/prem/199402/ anarchy.

54. Le ministre de la Défense sud-africain a indiqué spécifiquement que plus de soldats américains ne sont pas les bienvenus en Afrique. Voir Hartley, « Afrique australe ». Les origines de ce sentiment antiaméricain dans le gouvernement sud-africain ne sont pas très claires. Elles peuvent avoir un lien idéologique avec le parti au pouvoir en Afrique du Sud, l'ANC, qui avait ses racines fermement plantées « de l'autre côté de la colline » pendant la guerre froide. Elles peuvent aussi avoir une dimension historique avec le soutien des États-Unis aux minorités Euro-Africaines s'accrochant au règne de la minorité dans de nombreux pays africains pendant la guerre froide. Les politiques actuelles peuvent aussi avoir une influence avec la stratégie américaine d'action préventive et d'autres approches plus agressives et militarisées dans sa politique étrangère qui sont considérées comme du néo-impérialisme en Afrique. D'un point de vue économique, il est possible de dire que l'Afrique du Sud voit l'influence croissante en Afrique comme de la concurrence déloyale. D'un point de vue de politique internationale, l'Afrique du Sud a des « amis » étranges et s'aligne clairement avec des pays avec qui les États-Unis ne sont pas à l'aise dont Cuba et l'Iran.

55. Carl von Clausewitz, *On War*, ed. et trans. Michael Howard and Peter Paret (Princeton, NJ: Princeton University Press, 1976), 89.

*Les points de vue et opinions exprimés ou sous-entendus dans le présent article sont ceux de l'auteur et ne devraient pas être interprétés comme portant la sanction officielle du département de la Défense, de l'armée de l'Air, du Commandement de l'éducation et de la formation des forces aériennes, d'Air University, ou d'autres agences ou départements du gouvernement des États-Unis.